

Accords fiscaux—Loi

Mme Copps: Monsieur le Président, j'aimerais demander au député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy), pourquoi, si les Québécois sont tannés du parti libéral, c'est le parti libéral qui est en première place?

M. Cassidy: Monsieur le Président, je dirai à l'honorable députée que c'est évidemment une bonne question. Mais je m'en tiens aux faits. Depuis les dernières élections les néodémocrates ont gagné environ 20 p. 100 en termes de sondages dans la province de Québec en même temps que les conservateurs ont perdu environ 22 p. 100, 23 ou 24 p. 100. Et je crois que le niveau d'appui dans la province de Québec pour le parti libéral, effectivement, aujourd'hui, est presque le même qu'il était lors des dernières élections fédérales de 1984. S'il a augmenté un peu, c'est sûrement à cause de toute la perte dans l'appui accordé au parti conservateur qui est allé au Nouveau parti démocratique.

Mme Copps: Monsieur le Président, j'aimerais demander au député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) s'il peut nous donner son avis à propos des citations du ministre des Finances lorsqu'il était dans l'Opposition, lorsqu'il disait, par exemple, en parlant de la situation des programmes financiers, en parlant à ce moment-là du parti libéral qui était au pouvoir: La seule façon dont il, c'est-à-dire le gouvernement fédéral, réduit ses dépenses, c'est en transférant aux gouvernements provinciaux le fardeau du financement des programmes établis. Les provinces se trouvent maintenant acculées au déficit et donc, encore moins capables d'assumer ces dépenses transférées du niveau fédéral. Ce n'est pas du fédéralisme coopératif, c'est du fédéralisme prédateur et cela ne peut pas fonctionner et ne fonctionnera pas au Canada. Ce sont les paroles prononcées par l'honorable ministre des Finances quand il était du côté de l'Opposition le 23 mars 1982.

J'aimerais demander au député d'Ottawa—Centre pourquoi pense-t-il que le ministre des Finances a fait cette volte-face, étant donné qu'en 1982, il était très catégorique au sujet des transferts fédéraux aux provinces et maintenant, il semble qu'il a fait volte-face à propos de ces questions?

M. Cassidy: Si je pouvais expliquer ce qui se passe dans la tête des conservateurs, je serais un homme très sage. Je ne peux pas l'expliquer du tout. Comme la députée de Hamilton-Est le sait bien, j'ai lu d'autres citations venant du ministre des Finances dans le même esprit que la citation qu'elle vient de faire.

Cela veut dire que dans l'Opposition, le ministre des Finances était toujours à l'attaque contre le gouvernement libéral à cause de ces coupures et maintenant, au lieu de renverser les coupures qu'il a critiquées, il fait des coupures qui sont peut-être même pires que les coupures en termes des programmes établis, qui sont même pires que les coupures imposées par l'ancien gouvernement libéral.

Je ne veux pas voir un retour de l'ancien gouvernement libéral, puisque quand je rencontre mes commettants, ils se rappellent encore comment le gouvernement libéral était devenu arrogant, comment le gouvernement libéral s'était éloigné des électeurs du Canada. Mais, monsieur le Président, de plus en plus, les électeurs se méfient aussi du gouvernement conservateur puisqu'ils voient que toutes les fautes de l'ancien gouvernement libéral sont multipliées maintenant que les conservateurs sont au pouvoir.

Mme Copps: Monsieur le Président, j'aimerais savoir si le député d'Ottawa-Centre pourrait préciser quelle influence à son avis ces coupures en matière de dépenses de la santé. Parce qu'il a parlé justement tout à l'heure du besoin provincial d'avoir accès, par exemple, aux salles d'attente, aux salles d'urgence, et je sais que c'est une question assez grave, même dans la région de l'Outaouais. J'aimerais demander au député s'il pourrait préciser de quelle façon le public et surtout ceux qui sont malades devront payer à cause de ces coupures transférées du niveau fédéral aux provinces.

M. Cassidy: Monsieur le Président, effectivement, les gens vont payer en termes de services qui seront diminués et vont payer en termes de listes d'attente pour la chirurgie électorale qui vont devenir plus longues. Et comme tout le monde le sait, si vous avez une chirurgie électorale à subir, le plus longtemps que vous attendez, pire devient votre condition. La condition peut être grave, mais pas simplement grave pour justifier une opération tout de suite. Quand même, vous êtes suffisamment incapable de travailler qu'effectivement il faut rester à la maison au lieu de travailler pendant que vous attendez. Cela va se refléter dans le manque de capacité des provinces, par exemple, de donner à un malade les services qui peuvent peut-être même lui sauver la vie. Je pense au service de dialyse, par exemple, pour ceux qui ont mal aux reins. Cela, c'est optionnel en termes de combien d'unités de dialyse sont disponibles dans chaque région du pays et sans autre technologie.

Vraiment, une province prend la décision de vie ou de mort en décidant de ne pas investir pour assurer que suffisamment de ces équipements sont disponibles pour ceux et celles qui en ont besoin.

Mme Copps: Monsieur le Président, il faudrait dire que je suis étonnée qu'il n'y ait pas de député conservateur qui s'intéresse à la question de la santé, parce que je pense que c'est quand même très important.

Mais j'aimerais pour un moment passer à la question de l'éducation, parce qu'on sait déjà qu'il y avait des répercussions en ce qui concerne l'éducation postsecondaire et on sait, par exemple, qu'il y a quelques jours seulement, un juge de la Cour suprême a pris ce qui était une mesure extraordinaire en disant que la situation au Canada, pour l'éducation postsecondaire, est en train de se détériorer au point que nous perdons notre place comme une des sociétés les plus instruites du monde occidental. Et j'aimerais aussi demander au député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) s'il a quelques idées, précisément au sujet de la façon dont ces coupures dans le budget ayant trait à l'éducation toucheraient la communauté française hors du Québec, surtout les gens qui se trouvent par exemple maintenant à l'Université d'Ottawa ou à d'autres universités, où on pourrait avoir accès à une éducation postsecondaire complète en français?

Est-ce qu'ils seront touchés de façon plus ou moins extrême à cause de ces coupures budgétaires?

M. Cassidy: Tout le monde est touché. L'Université d'Ottawa par exemple qui est une excellente institution, qui est